

GRATUIT



TOGO emergent

MAGAZINE MENSUEL D'INFORMATION N°034

JANVIER 2026



Focus

BUDGET 2026

LA CONTINUITÉ, MAIS SOUS TENSION D'AMBITION

EDITORIAL

Savanes :
la paix à deux mains

BON À SAVOIR

les couleurs associées à
chaque mois de l'année

IMMERSION

Voyage au cœur des ethnies
et des récits fondateurs

SANTÉ

CANCER DES TESTICULES : UNE MALADIE
RARE MAIS SÉRIEUSE CHEZ LES JEUNES
HOMMES

POLITIQUE

OPPOSITION EN DÉCRÉPITUDE : FIN DE PARTIE OU
NOUVEAU DÉPART ?

SOCIÉTÉ

« TANT QUE JE SUIS DEBOUT, ÇA VA » :
LE PARI RISQUÉ DES TOGOLAIS AVEC LEUR SANTÉ

SPORT

FOOTBALL : TOURNER LA PAGE DARÉ ET
RECONSTRUIRE L'AVENIR DES ÉPÉVIERES

Tous vos artisans, au même endroit



www.iyatg.com



+228 93 88 36 36

f i n t @iya.tg





SOMMAIRE

4 ÉDITORIAL

SAVANES : LA PAIX À DEUX MAINS

6 FOCUS

BUDGET 2026 :
LA CONTINUITÉ, MAIS SOUS TENSION D'AMBITION

9 INTERVIEW

« L'ESTHÉTIQUE NE SE LIMITE PAS À LA FORME, ELLE
EST AUSSI UNE MÉMOIRE, UNE FONCTION ET UNE
HISTOIRE », MABLÉ SENAMÉ AGBODAN

13 POLITIQUE

OPPOSITION EN DÉCRÉPITUDE : FIN DE PARTIE OU
NOUVEAU DÉPART ?

15 ÉCONOMIE

INFLATION À 0,4 % EN 2025 : FAUT-IL VRAIMENT SE
RÉJOUIR ?

B-READY 2025 : LE TOGO CONFIRME, MAIS
JUSQU'OUÙ IRA LA DYNAMIQUE RÉFORMATRICE ?

20 SOCIÉTÉ

TENUE DES AGENTS HOSPITALIERS AU TOGO : UNE
RÉFORME POUR METTRE FIN À LA CONFUSION DANS
LES HÔPITAUX

22 SANTÉ

CANCER DES TESTICULES : UNE MALADIE
RARE MAIS SÉRIEUSE CHEZ LES JEUNES HOMMES

24 SPORT

FOOTBALL : TOURNER LA PAGE DARÉ ET
RECONSTRUIRE L'AVENIR DES ÉPERVIERS

26 BON À SAVOIR

BON À SAVOIR : LES COULEURS ASSOCIÉES
À CHAQUE MOIS DE L'ANNÉE

29 TECH

TOGO ET GAFAM : LA RÉVOLUTION FISCALE
NUMÉRIQUE EN MARCHÉ

31 IMMERSION

VOYAGE AU CŒUR DES ETHNIES ET
DES RÉCITS FONDATEURS

ÉDITORIAL

Savanes : la paix à deux mains



Dans un Sahel secoué par l'insécurité, le nord du Togo fait le choix d'une réponse singulière : une vigilance partagée entre forces de sécurité et citoyens. Dans les Savanes, la paix se construit autant par la confiance que par la force.

Dans un contexte régional marqué par la montée des violences terroristes et une instabilité persistante, la région des Savanes occupe une position à la fois stratégique et sensible. Située à l'extrême nord du Togo, aux confins de zones sahéliennes fragilisées par l'activisme de groupes armés non étatiques, elle pourrait apparaître comme un espace naturellement exposé aux infiltrations. Pourtant, la réalité observée sur le terrain est plus nuancée. Ici, la sécurité ne repose pas uniquement sur les dispositifs militaires, mais sur une alliance plus discrète et plus profonde : celle entre l'État et les citoyens.

Dans les Savanes, la paix n'est pas perçue comme un acquis garanti

par la seule présence des forces de défense et de sécurité. Elle est vécue comme un bien commun, fragile, que chacun doit contribuer à préserver. Cette perception marque une rupture importante avec d'autres contextes sahéliens où la méfiance entre populations et forces de sécurité a nourri les fractures sociales et facilité l'implantation de l'extrémisme violent. Au nord du Togo, c'est progressivement une autre logique qui s'est imposée, fondée sur la proximité, le dialogue et la responsabilité partagée.

Cette confiance ne s'est pas construite sans effort. Elle est le fruit d'un travail patient, d'une présence continue et d'un apprentissage mutuel. Elle demeure fragile, exposée aux tensions et aux erreurs possibles, mais elle est réelle et surtout opérationnelle. Dans les villages, les hameaux, les marchés et le long des axes ruraux, une vigilance diffuse s'est installée. Les habitants observent leur environnement, identifient

les comportements inhabituels et n'hésitent plus à signaler ce qui leur paraît suspect. La sécurité devient ainsi une pratique quotidienne, intégrée aux gestes ordinaires de la vie communautaire.

À Mandouri, un habitant résume cet état d'esprit avec une simplicité révélatrice : « Les citoyens pensent que collaborer avec les forces de sécurité est la seule manière de lutter efficacement contre ce fléau. » Derrière cette phrase se cache un basculement essentiel. La peur, longtemps silencieuse et paralysante, s'est transformée en vigilance active. Le citoyen n'est plus seulement un témoin inquiet, mais un acteur conscient de la protection de son espace de vie et de celui de ses proches.

Cette collaboration ne se limite pas à l'alerte ou au signalement. Elle s'inscrit aussi dans des pratiques de prévention communautaire. Discussions entre jeunes, échanges au sein des familles, attention portée aux lieux de culte et aux espaces de sociabilité contribuent à renforcer la cohésion sociale. Là où le terrorisme prospère sur le silence, l'isolement et la rupture du lien social, les communautés des Savanes opposent la parole, la solidarité et la présence collective. Cette densité relationnelle réduit les zones d'ombre dans lesquelles l'extrémisme cherche à s'enraciner.

Dans toute stratégie de lutte contre l'extrémisme violent, l'information demeure l'arme la plus précieuse. Aucune force de sécurité, aussi équipée soit-elle, ne peut agir efficacement sans l'appui des populations. La dynamique observée dans le nord du Togo permet une remontée rapide et ciblée des informations, favorisant l'anticipation plutôt que la réaction tardive. Elle réduit les angles morts et limite le recours à des opérations aveugles, souvent sources de

frustrations, d'incompréhensions et de radicalisation dans d'autres pays de la région.

À Dapaong, Kombaté Jean souligne que la difficulté pour les groupes armés à s'implanter durablement au Togo tient largement au refus des populations de rester passives. En brisant l'anonymat et en refusant l'indifférence, les citoyens privent les terroristes de leur principal levier : la capacité à se fondre dans le tissu social. Mais cette vigilance suppose aussi un combat parallèle, moins visible mais tout aussi crucial : celui contre les rumeurs et la désinformation. Car l'ennemi ne se nourrit pas uniquement de violence ; il prospère aussi sur la peur, les divisions et les récits déformés.

La collaboration civilo-militaire repose ainsi sur un socle fondamental

: la confiance. Une confiance qui ne se décrète pas, mais qui se gagne par le comportement quotidien des forces de sécurité, leur discipline, le respect des populations et une communication de proximité. Dans les Savanes, cet équilibre permet aux citoyens de s'exprimer sans crainte et aux forces de défense d'agir avec discernement. Il crée un cercle vertueux où chacun comprend que sa propre sécurité dépend étroitement de celle de l'autre.

Dans un contexte régional où certaines armées peinent à obtenir l'adhésion des communautés locales, l'expérience togolaise mérite d'être observée avec attention. Non comme un modèle figé ou exportable tel quel, mais comme une dynamique en construction, fragile et perfectible. Elle exige constance, humilité et capacité d'adaptation. La sécurité

durable ne se gagne pas uniquement par la force, mais par l'intelligence collective et l'implication active des populations.

L'expérience des Savanes rappelle finalement une évidence trop souvent négligée : face à des menaces diffuses et asymétriques, la sécurité ne peut être pensée de manière strictement verticale. Elle se construit à l'intersection de l'État et des citoyens, de l'autorité et de la confiance, de la force et de la vigilance collective. Rester unis n'est pas un slogan, mais une stratégie. Rester vigilants n'est pas une option, mais une responsabilité. Dans le nord du Togo, cette conviction est déjà une réalité vécue, et tant qu'elle perdurera, la paix restera un horizon défendu à deux mains.



Directeur de publication :

Donis AYIVI

Rédaction :

Tony AMETEPE

Essosimna ASSALIH

Stan AZIATO

Aboubakar AOUDOU

Steven Edoé WILSON

Imprimerie :

SigmaPrint

Conception :

Lomegraph

Contact :

+228 98 42 82 27

E-mail :

contact@lomegraph.tg

Tirage :

500 Exemplaires

Adresse :

Agoe, Anome

Lomé - Togo

FOCUS

Budget 2026 : la continuité, mais sous tension d'ambition

En hausse de 14,8 %, le budget 2026 du Togo, arrêté à 2 751,5 milliards FCFA, mise sur l'inclusion sociale et la transformation économique. Le gouvernement entend consolider la stabilité macroéconomique tout en accélérant le développement.



Adopté en décembre 2025 par l'Assemblée nationale puis confirmé par le Sénat, le budget de l'État togolais pour l'exercice 2026 s'élève à 2 751,5 milliards de francs CFA, soit une progression de près de 14,8 % par rapport à 2025. Par son volume, sa structure et les choix qu'il consacre, ce budget marque une étape importante dans la conduite de l'action publique. Il traduit l'ambition du gouvernement de consolider les équilibres macroéconomiques, tout en répondant de manière plus structurée aux attentes sociales et aux impératifs de transformation de l'économie.

Présenté comme un budget équilibré, inclusif et orienté vers les résultats, le cadre budgétaire 2026 met l'accent sur trois priorités : le capital humain et l'inclusion sociale, la transformation économique, et le renforcement de l'État et de la gouvernance. Une architecture qui s'inscrit dans la continuité de la feuille de route gouvernementale, tout en introduisant des mesures nouvelles destinées à renforcer l'équité, la compétitivité et la résilience du pays.

Un budget en nette progression, symbole de discipline et d'ambition

Pour l'exercice 2026, l'enveloppe budgétaire globale atteint 2 751,5 milliards de FCFA, soit environ 4,8 milliards de dollars américains. Cette augmentation substantielle témoigne d'une volonté de montée en puissance de l'investissement public et des dépenses sociales, dans un contexte régional et international marqué par des incertitudes économiques persistantes.

Le budget est présenté comme équilibré en ressources et en charges, reflet d'une stratégie de gestion prudente des finances publiques. Les prévisions reposent sur une mobilisation accrue des ressources internes, notamment fiscales, avec pour objectif de réduire progressivement la dépendance aux financements extérieurs et de renforcer la souveraineté budgétaire de l'État.

Cette orientation permet au gouvernement d'articuler consolida-

tion macroéconomique et réponses concrètes aux besoins sociaux. Elle traduit également une volonté politique de renforcer la crédibilité de l'action publique, dans un contexte institutionnel renouvelé.

À l'issue de l'adoption de la loi de finances, le ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barcola, a souligné la portée institutionnelle du texte : « *Le budget 2026 constitue l'instrument financier du pacte démocratique qui lie le gouvernement et l'Assemblée nationale vers une responsabilité partagée.* »

Pour le ministre, les nouveaux pouvoirs de contrôle et d'évaluation conférés au Parlement par la Constitution ne relèvent pas d'une simple formalité institutionnelle : « *Ils constituent de véritables garants de la transparence, de la responsabilité et de la confiance des citoyens dans la gestion des finances publiques.* »

Trois axes structurants au cœur de la loi de finances

Inclusion sociale et capital humain : la priorité centrale

Premier pilier du budget 2026, l'axe consacré à l'inclusion sociale et au capital humain concentre près de 48 % des dépenses budgétaires, soit environ 669 milliards de FCFA. Ce choix traduit une conviction assumée : le développement économique durable ne peut être dissocié de l'investissement dans l'homme.

Les allocations prévues concernent en priorité :

- L'éducation, avec un renforcement des moyens dédiés aux infrastructures scolaires, à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et à la formation professionnelle ;
- La santé, à travers le renforcement des capacités des établissements, l'extension de la couverture sanitaire et l'amélioration de l'accès aux soins, notamment en milieu rural ;
- La protection sociale, avec des dispositifs ciblés en faveur des populations vulnérables et des ménages à faibles revenus ;
- L'eau et l'énergie, domaines clés pour l'amélioration des conditions de vie, avec l'accélération des projets d'accès à l'eau potable et d'électrification rurale.

Au-delà de leur portée sociale immédiate, ces investissements visent à consolider le capital humain, considéré comme le principal levier de transformation économique à moyen et long terme.



Transformation économique : stimuler la croissance et la productivité

Le deuxième axe stratégique concerne la transformation structurelle de l'économie togolaise. Doté d'une enveloppe de 407 milliards de FCFA, en hausse de près de 29,3 % par rapport à 2025, il traduit une volonté d'accélérer la croissance par l'investissement productif et la diversification économique.

Les priorités affichées portent sur :

- La modernisation des infrastructures (routes, ports, transports, énergie), indispensables à l'amélioration de la compétitivité ;
- Le soutien à l'agriculture et aux industries locales, avec des programmes ciblés en faveur des PME et le renforcement des chaînes de valeur agricoles ;
- L'innovation et la transformation numérique, afin d'accompagner l'émergence d'une économie plus compétitive et mieux intégrée aux marchés régionaux et internationaux.

Ce volet économique s'inscrit dans une vision de croissance fondée sur la montée en gamme, la productivité et l'intégration régionale, plutôt que sur la seule expansion quantitative.

Renforcement de l'État et de la gouvernance

Troisième pilier, le renforcement des capacités de l'État, de la gouvernance et de la sécurité vise à créer un environnement institutionnel plus efficace, plus transparent et plus propice à l'investissement.

Il s'agit notamment de moderniser l'administration publique, d'améliorer la qualité des services rendus aux citoyens et de renforcer la sécurité, condition essentielle à la stabilité sociale et économique. Si cet axe mobilise des ressources plus modestes, son impact est transversal et structurant pour l'ensemble de l'action publique.



Des défis persistants à relever

Le budget 2026 s'inscrit dans un contexte marqué par plusieurs défis majeurs. Le premier concerne la pression croissante sur les dépenses publiques. L'augmentation des investissements sociaux et économiques exige une mobilisation accrue des ressources internes, alors même que l'assiette fiscale demeure limitée et que l'efficacité de la collecte reste un enjeu central.

Le second défi est démographique. Avec une population jeune et en forte croissance, le Togo doit adapter ses politiques publiques

en matière d'éducation, de santé et surtout d'emploi. Exploiter le dividende démographique suppose un budget sensible aux besoins de la jeunesse, afin de prévenir les risques de chômage massif et d'exclusion sociale.

Enfin, l'économie togolaise demeure vulnérable aux chocs externes, qu'il s'agisse des fluctuations des prix des matières premières, des effets du changement climatique ou des incertitudes géopolitiques. La résilience économique constitue donc un enjeu majeur de la mise en œuvre budgétaire.

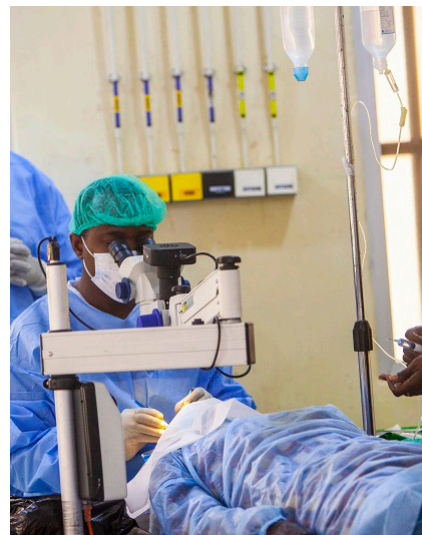
Des mesures innovantes pour plus d'équité et de compétitivité

Le budget 2026 introduit plusieurs innovations notables. Parmi elles :

- Un crédit d'impôt pour l'emploi des personnes à mobilité réduite, destiné à encourager leur insertion professionnelle et à promouvoir une économie plus inclusive ;

- Des facilités d'enregistrement des marchés pour les jeunes et les femmes, afin de réduire les barrières à l'entrée et de soutenir l'entrepreneuriat émergent ;

- Une exonération fiscale à l'exportation dans la filière de la provenderie, pour renforcer la compétitivité de la production locale et soutenir l'industrialisation ;



- L'intégration progressive d'un budget vert, visant à prendre en compte les enjeux environnementaux, notamment la reforestation, la résilience côtière et l'adoption de technologies propres.

Ces mesures traduisent une volonté de moderniser l'action budgétaire et de l'aligner sur les grands enjeux contemporains.

Gouvernance des résultats et responsabilité collective



Pour le ministre Barcola, l'adoption du budget ne marque pas une fin, mais un point de départ : « *Le vote du budget n'est pas un aboutissement. C'est un commencement.* » Citant le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, il a rappelé l'exigence d'une gouvernance fondée sur les résultats : « *À vous revient le devoir de vigilance, de construction et d'écoute. (...) L'heure est donc à une gouvernance de résultats, à une administration responsable et à un pilotage rigoureux. (...) Ce que nous voulons, ce n'est pas seulement*

une République plus forte. C'est une République plus juste. »

De son côté, le président de l'Assemblée nationale, Komi Sélom Klassou, a souligné la portée politique de cette adoption : « *Par cette adoption définitive, le gouvernement, sous la haute impulsion de son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil, vient d'être outillé afin de continuer à propulser le Togo vers un développement partagé.* »

Un budget tourné vers l'avenir

Au final, le budget 2026 apparaît comme un outil stratégique de politique publique, conciliant ambitions sociales, rigueur macroéconomique et volonté de transformation structurelle. Il

place le capital humain au cœur du développement, tout en renforçant les fondements économiques et institutionnels du pays.

Sa réussite dépendra toutefois de la qualité de sa mise en œuvre : rigueur dans l'exécution, transparence

dans la gestion des ressources et capacité d'adaptation face aux évolutions économiques régionales et mondiales. C'est à cette condition que les promesses du budget 2026 pourront se traduire en résultats tangibles pour les citoyens togolais.

INTERVIEW

« L'esthétique ne se limite pas à la forme, elle est aussi une mémoire, une fonction et une histoire », Mablé Senamé Agbodan

Le Togo connaît, ces dernières années, une dynamique progressive de structuration de ses secteurs culturels, artisanaux et créatifs, portés par une volonté de transformation locale, de création d'emplois et de valorisation des ressources nationales. Le design, l'artisanat et les industries créatives s'inscrivent désormais parmi les leviers identifiés pour accompagner la diversification de l'économie et renforcer l'identité culturelle du pays.

Dans ce contexte, les acteurs intervenant à l'interface entre création, innovation et savoir-faire locaux contribuent à faire évoluer les pratiques, à moderniser les chaînes de valeur artisanale et à repositionner les produits togolais sur des marchés plus exigeants, tant au niveau national qu'international. À travers ce numéro, Togo Émergent s'intéresse aux enjeux actuels du design et de l'artisanat au Togo : structuration du secteur, formation, emploi, place des femmes, durabilité environnementale et perspectives de développement. Mablé Senamé Agbodan, architecte d'intérieur, Designer et Fondatrice du Club des Métiers d'Art et d'Artisanat du Togo, nous entretient sur ces sujets.



Présentez-vous à nos lecteurs

Je suis Mablé Senamé Agbodan. Je suis Architecte d'intérieur de formation et Designer ; fondatrice du club des Métiers d'Art et d'Artisanat du Togo et passionnée d'art et de culture. Je mets en valeur les matières et les pratiques locales en œuvrant à la valorisation du patrimoine culturel fertile.

Comment votre parcours personnel et culturel a-t-il façonné votre regard sur l'esthétique et les matières ?

Grandir au Togo, entourée de matières naturelles, de gestes artisanaux et d'objets porteurs de sens, a profondément façonné mon regard. Très tôt, j'ai compris que l'esthétique ne se limite pas à la forme, mais qu'elle est aussi une mémoire, une fonction et une histoire.

Ce parcours m'a surtout permis de mesurer l'importance de la transmission des savoir-faire. C'est cette conviction qui a guidé la création du Club des Métiers d'Art et d'Artisanat, pensé comme un espace de transmission, de formation par la pratique et de production encadrée.

Votre travail met fortement en valeur les techniques ancestrales togolaises. Pourquoi ce choix, à l'heure de la standardisation mondiale ?

Parce que la standardisation tend à uniformiser et à effacer les identités. Les techniques ancestrales togolaises portent une intelligence du geste, une relation respectueuse à la matière et une vision du temps profondément enracinée dans nos cultures.

Les valoriser, c'est aussi organiser leur transmission. Au sein du Club, ces techniques sont enseignées, documentées et pratiquées afin qu'elles deviennent des compétences durables et transmissibles aux générations futures.



Comment parvenez-vous à faire dialoguer tradition et design contemporain sans dénaturer l'un ou l'autre ?

Le dialogue repose sur le respect. Le design contemporain n'efface pas la tradition, il l'accompagne.

Le Club joue un rôle de passerelle entre les générations : les artisans expérimentés transmettent leurs savoir-faire, tandis que le design apporte des outils pour adapter ces pratiques aux usages actuels, aux normes de qualité et aux marchés contemporains.



Le textile occupe une place centrale dans votre démarche. Que raconte-t-il de notre histoire et de notre société ?

Le textile est une archive vivante. Il raconte nos rites, nos statuts sociaux, nos croyances et nos transformations.

À travers le tissage, la teinture ou la broderie, on lit l'histoire des peuples et leur rapport au monde. C'est aussi un outil fondamental de transmission, qui permet d'enseigner le geste tout en racontant l'identité culturelle du Togo.

Quels sont les principaux défis auxquels font face aujourd'hui les artisans au Togo ?

Les défis sont multiples : l'informalité du secteur, l'accès au financement, la structuration des filières, la reconnaissance du métier et l'adaptation aux marchés modernes. Mais l'un des enjeux majeurs reste la transmission. De nombreux savoir-faire risquent de se perdre faute de cadres d'apprentissage structurés. Le Club répond à ce besoin en proposant un modèle fondé sur la formation pratique et intergénérationnelle.

Vous affirmez créer plus de 5 000 emplois indirects. Quel impact concret cela représente-t-il sur les communautés locales ?

Cet impact est avant tout humain. Derrière ces chiffres, il y a des familles, des femmes autonomisées et des jeunes qui trouvent une alternative à l'exode.

Ces emplois sont aussi le résultat d'un processus de transmission maîtrisée, qui permet aux artisans formés de devenir producteurs, encadreurs et parfois formateurs à leur tour.

L'autonomisation des femmes artisanes est au cœur de votre démarche. Pourquoi ? Est-ce un combat personnel ?

C'est à la fois une conviction personnelle et un axe stratégique. Les femmes détiennent une grande partie des savoir-faire artisanaux, souvent transmis de manière informelle et peu valorisée.

Structurer cette transmission et leur offrir un cadre économique stable est essentiel pour un développement plus inclusif et durable.

En quoi votre travail participe-t-il au rayonnement du Togo sur la scène internationale ?

Chaque création issue du Club est une vitrine du Togo. Elle raconte une histoire, un geste transmis et une identité assumée.

À l'international, ces produits valorisent le savoir-faire togolais et positionnent les artisans comme de véritables ambassadeurs culturels.



Comment le design et l'artisanat peuvent-ils devenir des piliers de l'économie togolaise ?

En étant reconnus comme de véritables secteurs économiques, soutenus par des politiques publiques adaptées, des formations professionnelles et un accompagnement à l'export. Le Club se positionne comme un outil de structuration reliant transmission, production et accès aux marchés.

Que manque-t-il aujourd'hui pour que l'économie créative soit pleinement reconnue comme un secteur stratégique ?

Il manque une reconnaissance institutionnelle forte, des données chiffrées fiables, une structuration claire et des investissements ciblés.

La transmission des savoir-faire doit être intégrée comme un enjeu stratégique du développement économique et culturel.

Quelle est votre plus grande fierté depuis la création de votre marque ?

Ma plus grande fierté est d'avoir contribué, à travers le Club, à fédérer des artisans autour d'une vision commune et à amorcer une dynamique de transmission et de structuration d'un secteur longtemps marginalisé.

Si vous deviez laisser un héritage, que souhaiteriez-vous transmettre aux générations futures ?

Un cadre durable de transmission, où les savoir-faire sont préservés, enseignés et transformés en métiers d'avenir, sans renier notre identité culturelle.

Quel message adressez-vous aux jeunes qui hésitent à se lancer dans l'artisanat ?

L'artisanat est un métier d'avenir. Il demande rigueur, passion et patience, mais il offre aussi une grande liberté de création et un impact réel sur la société.

Aujourd'hui, il est essentiel de se former dans un cadre structuré qui valorise la transmission des savoir-faire.

Dans cette dynamique, les inscriptions pour la prochaine rentrée de formation du Club des Métiers d'Art et d'Artisanat sont ouvertes. Le Club offre un cadre d'apprentissage par la pratique, encadré par des artisans expérimentés, afin de transformer le talent en métier durable.

J'invite les jeunes à oser franchir le pas, à apprendre, à transmettre et à créer leur avenir.



**CHEZ D-LIVER LIVRER,
CE N'EST PAS JUSTE DÉPOSER
UN COLIS
C'EST CRÉER UN MOMENT
SIMPLE, HUMAIN ET VRAI**

POLITIQUE

OPPOSITION EN DÉCRÉPITUDE : FIN DE PARTIE OU NOUVEAU DÉPART ?

Un an après l'entrée en vigueur de la V^e République, le paysage politique togolais se recompose au détriment de l'opposition traditionnelle. Tandis que le régime parlementaire se consolide, la contestation se déplace vers la société civile et la diaspora, posant une question centrale.

Près d'un an après l'entrée du Togo dans la Ve République, la stabilité institutionnelle contraste avec l'affaiblissement de l'opposition politique. Tandis que le régime parlementaire s'installe durablement, les partis traditionnels peinent à exister, laissant le champ de la contestation à la société civile et à de nouveaux leaders d'opinion, notamment issus de la diaspora. En 2026, la question centrale demeure : qui peut encore incarner une opposition crédible face au pouvoir en place ?

En 2026, la Ve République togolaise

n'est plus un objet de débat institutionnel mais une réalité politique consolidée. Adoptée à la mi-2025, la réforme constitutionnelle a profondément remodelé le système politique, instaurant un régime parlementaire désormais pleinement opérationnel. L'Assemblée nationale, le Sénat, l'exécutif et les collectivités locales fonctionnent selon les nouvelles règles, sans blocage majeur ni crise institutionnelle visible.

Pour le pouvoir en place, cette normalisation marque la réussite d'une transition politique maîtrisée. Pour l'opposition, elle symbolise au contraire l'échec d'une lutte qui n'a pas su empêcher l'installation d'un nouveau cadre institutionnel pourtant vigoureusement contesté. Car si le rejet de la Ve République demeure dans le discours, il ne s'accompagne plus d'une capacité réelle d'influence. En 2026, l'opposition togolaise apparaît affaiblie, fragmentée et largement marginalisée.



Des partis traditionnels marginalisés et hors-jeu institutionnel

La scène politique togolaise actuelle est largement dominée par le parti au pouvoir, qui contrôle l'essentiel des leviers institutionnels. Assemblée nationale, Sénat, conseils municipaux : les partis traditionnels d'opposition y sont absents ou réduits à une portion congrue. Cette marginalisation institutionnelle est le résultat de défaites électorales successives, mais aussi d'un affaiblissement progressif de leur capacité à mobiliser et à proposer une alternative crédible.

Autrefois moteurs de la contestation, ces formations politiques semblent aujourd'hui à bout de souffle. Leur discours, souvent figé autour de la dénonciation de la réforme constitutionnelle, n'a pas su évoluer pour répondre aux attentes d'une population davantage préoccupée par les questions de pouvoir d'achat, d'emploi ou de services sociaux. Sur le terrain, les tentatives de mobilisation se soldent par des rassemblements timides, sans impact réel sur le cours des événements.

Cette incapacité à peser, tant dans la rue que dans les institutions, a paradoxalement facilité le passage "en douceur" de la réforme constitutionnelle. Le pouvoir a su tirer profit de cette faiblesse pour installer durablement la Ve République et son régime parlementaire, sans rencontrer de résistance politique structurée. L'opposition partisane, autrefois perçue comme un contre-pouvoir, ne joue plus ce rôle en 2026.



Quand la contestation quitte les partis...

Face à l'effacement des partis politiques traditionnels, la contestation s'est déplacée vers d'autres acteurs. Dès 2025, la société civile togolaise a tenté de combler le vide laissé par l'opposition politique. Des coalitions comme Ne Touche Pas À Ma Constitution ont porté la voix du refus de la réforme, organisant campagnes de sensibilisation, prises de position publiques et actions de plaidoyer. Malgré leur engagement, ces initiatives n'ont pas réussi à enrayer le processus constitutionnel, mais elles ont contribué à maintenir un débat public critique.

L'année 2025 a surtout été marquée par l'émergence spectaculaire des leaders d'opinion, notamment issus de la diaspora togolaise. Très actifs sur les réseaux sociaux, ces nouveaux acteurs ont su imposer un narratif alternatif, toucher une jeunesse connectée et internationaliser la contestation. Le mouvement baptisé M66, porté par des figures résidant majoritairement à l'étranger, incarne cette nouvelle forme d'opposition déterritorialisée, numérique et horizontale.

Les actions du M66, relayées sur le terrain par des jeunes militants, ont donné lieu à des manifestations marquantes, dont celle du 6 juin 2025. Sans parvenir à renverser le pouvoir ni à bloquer l'installation de la Ve République, ces mobilisations ont néanmoins réussi à attirer l'attention internationale et à perturber la tenue de certains événements officiels au Togo. Plus encore, elles ont mis en lumière un malaise profond, notamment au sein de la jeunesse urbaine, et ont offert une nouvelle image de la contestation, plus spontanée et moins institutionnelle.

Quelle opposition en 2026 : recomposition, alliance ou neutralisation ?

La question centrale qui se pose en 2026 est donc celle de l'avenir de l'opposition togolaise. Les jeunes leaders d'opinion réunis autour du M66 et d'autres mouvements similaires peuvent-ils transformer leur influence numérique et symbolique en une force politique durable ? Leur capacité à mobiliser ponctuellement est indéniable, mais leur structuration reste fragile. L'absence d'ancrage institutionnel, de programme politique clair et de leadership unifié pourrait limiter leur impact à moyen terme.

Une autre hypothèse réside dans une possible convergence entre ces nouveaux acteurs et la société civile organisée. Une alliance stratégique, combinant la légitimité locale de la société civile et la capacité de mobilisation des leaders d'opinion, pourrait redynamiser l'espace politique et recréer un rapport de force plus équilibré. Reste à savoir si ces acteurs aux cultures militantes

différentes sauront dépasser les logiques de chapelle et les rivalités personnelles.



Enfin, demeure la question de la réinvention de la classe politique

traditionnelle. Affaiblis mais pas totalement disparus, les partis d'opposition historiques pourraient tenter une mue profonde : renouvellement générationnel, refonte idéologique, nouvelles stratégies de mobilisation. Une telle transformation supposerait toutefois une autocritique sincère et une ouverture réelle aux nouvelles figures de la contestation, ce qui est loin d'être acquis.

De son côté, le pouvoir en place conserve un avantage décisif. Fort de son contrôle institutionnel et de sa capacité à absorber ou neutraliser les oppositions successives, il pourrait réussir à contenir, voire à marginaliser, ces nouveaux mouvements, comme il l'a fait auparavant avec les partis traditionnels. La stabilité institutionnelle actuelle joue en sa faveur, même si elle ne dissipe pas les tensions latentes au sein de la société.

Quelle opposition en 2026 : recomposition, alliance ou neutralisation ?

En 2026, l'opposition togolaise se trouve à un tournant historique. Entre partis politiques en déclin, société civile sous pression et leaders d'opinion en quête de structuration, le contre-pouvoir peine encore à trouver un visage clair et fédérateur. La Ve

République est désormais une réalité institutionnelle. La question n'est plus de savoir comment la contester, mais comment exister politiquement dans ce nouveau cadre.

L'avenir dira si cette opposition saura

se recomposer pour redevenir un acteur central du jeu démocratique, ou si le paysage politique togolais s'installera durablement dans un déséquilibre où la stabilité institutionnelle primerait sur la pluralité politique.

ÉCONOMIE

Inflation à 0,4 % en 2025 : faut-il vraiment se réjouir ?

Au Togo, l'inflation fait enfin un pas en arrière. En 2025, le taux d'inflation annuel est tombé à 0,4 %, son niveau le plus bas depuis trois ans, contre 2,9 % en 2024. Elle donne l'image d'une économie qui respire mieux, d'un marché où les prix cessent de courir plus vite que les revenus. Pourtant, sur les

marchés, dans les boutiques et autour des marmites, beaucoup de ménages continuent de se demander : « Pourquoi ai-je toujours l'impression que la vie coûte cher ? » L'inflation n'est pas qu'un chiffre. C'est une expérience quotidienne. Elle se vit dans le prix du maïs, dans le coût du loyer, dans la facture

d'électricité ou dans l'assiette au restaurant. Et derrière la baisse globale annoncée par l'INSEED se cache une réalité plus nuancée, faite de déséquilibres sectoriels, de disparités régionales et d'enjeux sociaux majeurs. En clair, l'inflation baisse, mais elle ne touche pas tout le monde de la même manière.



Comprendre ce que disent vraiment les chiffres



L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) s'est établi à 102,2 en décembre 2025, quasiment au même niveau qu'un an plus tôt. Cela signifie que, globalement, les prix n'ont presque pas augmenté sur douze mois. Cette stabilité est le résultat de forces opposées. D'un côté, certains postes de dépenses flambent ; de l'autre, d'importants produits du quotidien reculent.

Le contraste est frappant. Les dépenses liées au logement, à l'eau, à l'électricité, au gaz et aux autres combustibles ont bondi de 9,4 % sur un an. Pour de nombreux ménages urbains, cette hausse est lourde, car ces charges sont incompressibles. En

revanche, les produits alimentaires et boissons non alcoolisées, qui occupent une place centrale dans le panier de la ménagère, ont reculé de 2 %. Cette baisse a joué un rôle clé dans la chute de l'inflation globale.

Sur le plan mensuel, toutefois, les prix ont légèrement augmenté de 0,3 % entre novembre et décembre 2025. Cette progression est surtout portée par les restaurants et services d'hébergement (+1,3 %) et certains produits alimentaires (+0,4 %). Le maïs (+5,2 %) et l'huile de palme traditionnelle (+5,5 %) ont particulièrement renchéri, rappelant que la stabilité globale reste fragile.

Derrière la moyenne nationale, des inégalités territoriales et sociales

L'autre réalité de l'inflation togolaise, ce sont les disparités régionales. À Lomé, le riz importé se vend en moyenne à 654 FCFA le kilogramme, contre 457 FCFA dans les Savanes. À l'inverse, l'huile de palme coûte plus cher dans la Kara (2197 FCFA le litre) qu'à Lomé (1855 FCFA). Ces écarts traduisent des différences d'accès, de transport, d'offre locale et de circuits de distribution.

Autrement dit, il n'existe pas une seule inflation, mais plusieurs inflations vécues différemment selon que l'on habite en zone urbaine ou rurale, que l'on

consomme local ou importé, que l'on loue ou que l'on est propriétaire. C'est là que la perception populaire diverge des statistiques officielles. Une inflation basse peut coexister avec un sentiment persistant de cherté de la vie.

Sur le plan trimestriel, entre septembre et décembre 2025, les prix ont encore progressé de 0,2 %, principalement sous l'effet du logement et de l'énergie (+4,2 %). Cela pose un enjeu central : comment protéger le pouvoir d'achat lorsque les dépenses fixes augmentent plus vite que les revenus ?



Une inflation en baisse, mais des ménages toujours sous pression

La baisse de l'inflation à 0,4 % en 2025 est une victoire macroéconomique. Elle montre que le Togo n'est pas l'otage d'une spirale inflationniste incontrôlée. Mais cette performance ne doit pas masquer l'essentiel. La vie quotidienne reste marquée par des tensions ciblées, notamment sur le logement, l'énergie et

certains produits de base.

L'enjeu, désormais, n'est plus seulement de contenir l'inflation, mais de corriger ses déséquilibres, de réduire les écarts régionaux et de soutenir les ménages face aux dépenses incompressibles. Car une inflation basse qui ne se

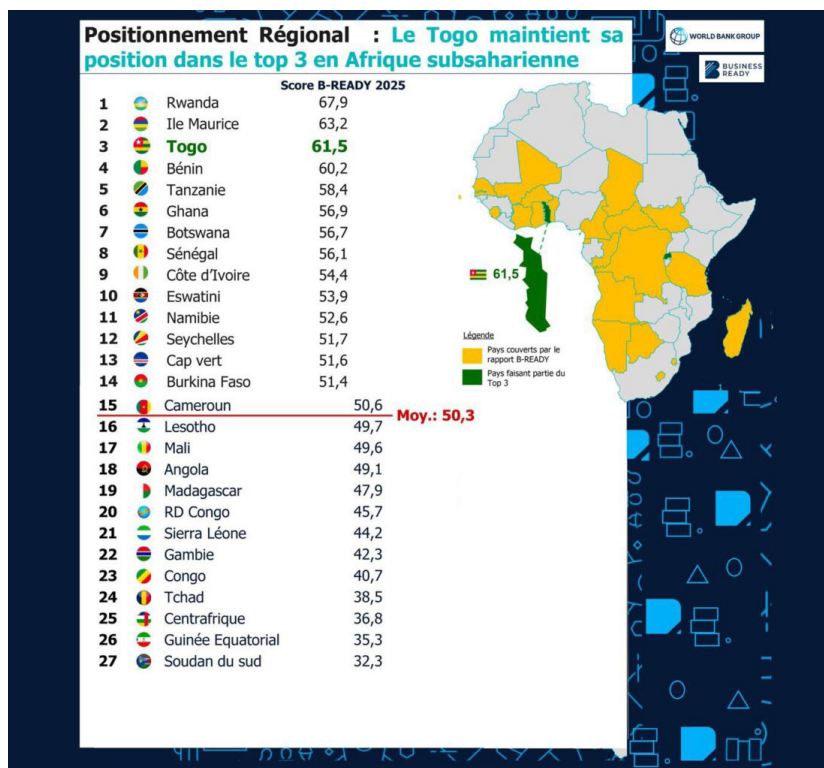
ressent pas dans les foyers est une victoire incomplète. Et au final, ce ne sont pas les chiffres qui jugent l'économie, mais la capacité des citoyens à vivre dignement, sans avoir le sentiment d'être, eux, les véritables otages du coût de la vie.



B-Ready 2025 : le Togo confirme, mais jusqu'où ira la dynamique réformatrice ?

Le Togo continue de se faire une place de choix sur l'échiquier africain du climat des affaires. Selon le rapport Business Ready (B-Ready) 2025, publié fin décembre 2025 par la Banque mondiale, le pays conserve son statut de top performer en Afrique de l'Ouest et se classe 3^e en Afrique subsaharienne, avec un score global de 61,52 points. Une performance qui confirme une trajectoire réformatrice amorcée depuis plusieurs années et régulièrement saluée par les institutions internationales.

Mais au-delà du classement, une question essentielle se pose : que signifie réellement cette performance pour l'économie togolaise et pour les citoyens ? Car si les indicateurs internationaux parlent aux investisseurs et aux décideurs publics, les populations, elles, attendent surtout des retombées concrètes. C'est à dire plus d'emplois, plus d'entreprises viables, et une économie qui crée de la valeur localement. C'est là que le B-Ready devient intéressant... et exigeant.



B-Ready : un nouveau thermomètre du climat des affaires

Le Business Ready n'est pas un simple successeur du très médiatisé Doing Business, suspendu après des révélations d'irrégularités. Il se veut plus rigoureux, plus réaliste et surtout plus proche de l'expérience vécue par les entreprises. L'édition 2025 repose sur une vaste enquête menée auprès de 58 000 entreprises et 5 000 experts, couvrant 101 économies à travers le monde.

Contrairement à son prédécesseur, le B-Ready combine les règles écrites (le droit) et leur application concrète (la pratique). Il analyse dix domaines clés du cycle de vie d'une entreprise : de la création à l'insolvabilité, en passant par l'emploi, le commerce international ou encore l'accès aux services financiers. L'évaluation s'appuie sur trois piliers, notamment le cadre réglementaire, la qualité des services publics et l'efficacité opérationnelle.

Sur cette base, le Togo obtient 66,26 points pour le cadre réglementaire, un score proche de la moyenne des pays évalués. La qualité des services publics est jugée intermédiaire, tandis que l'efficacité opérationnelle plafonne à 57,38 points, révélant des lenteurs persistantes, notamment en matière de délais administratifs et de coûts de conformité. Autrement dit, les règles existent et sont plutôt claires, mais leur mise en œuvre peut encore freiner les entrepreneurs.



Des avancées réelles, mais des défis structurels à relever

Dans le détail, le Togo se distingue fortement sur l'indicateur entrée des entreprises sur le marché, avec un score élevé de 85,77 points. Cette performance reflète les réformes engagées pour simplifier la création d'entreprise, notamment la digitalisation et la réduction des procédures. Les résultats sont également solides dans les domaines de l'emploi, des services financiers et de l'insolvabilité, signe d'un environnement juridique de plus en plus structuré. Cependant, tout n'est pas au vert. Le rapport souligne des contre-performances dans le commerce international et la concurrence. Ces faiblesses traduisent des obstacles persistants à l'exportation, des coûts logistiques élevés et un



environnement concurrentiel encore perfectible. Pour une économie qui ambitionne de devenir un hub régional, ces points constituent des freins stratégiques.

Au niveau régional, le Togo devance le Bénin (60,2 points) et le Ghana (56,8 points), confirmant son leadership ouest-africain. À l'échelle subsaharienne, il se classe derrière le Rwanda et l'Île Maurice, deux pays souvent cités comme modèles de réformes économiques. Cette comparaison montre que le Togo est sur la bonne voie, mais qu'il lui reste encore un palier à franchir pour intégrer le cercle des économies africaines les plus compétitives.

Performer, c'est bien... transformer, c'est mieux

Le classement B-Ready 2025 confirme une chose : « le Togo n'avance pas par hasard ». Il capitalise sur des réformes cohérentes, une vision assumée et une volonté de modernisation de l'administration économique. Mais un bon classement n'est pas une fin en soi. Il n'a de valeur que s'il se

traduit par plus d'investissements, plus d'entreprises locales solides et plus d'emplois durables.

Le véritable défi, désormais, est de transformer la reconnaissance internationale en prospérité partagée. Car un climat des affaires attractif qui ne change

pas le quotidien des citoyens reste un succès inachevé. Le Togo est bien classé, oui. Mais l'enjeu n'est plus d'être simplement bien noté. Il est question de faire en sorte que chaque point gagné se ressente dans la vie réelle.



SOCIÉTÉ

Tenue des agents hospitaliers au Togo : une réforme pour mettre fin à la confusion dans les hôpitaux

À partir de cette année 2026, les hôpitaux togolais afficheront un visage nouveau. Médecins, infirmiers, sages-femmes, techniciens, agents d'entretien ou stagiaires seront désormais identifiables au premier regard grâce à des tenues professionnelles distinctives. Cette réforme, prévue par l'arrêté du 23 octobre 2024 portant réglementation de la tenue vestimentaire des agents hospitaliers du public, du privé et du confessionnel, marque une étape importante dans la modernisation du système de santé togolais.

Derrière cette décision, un constat largement partagé : dans les structures sanitaires, les patients peinent à distinguer les différentes catégories de professionnels de santé. Une confusion qui, si elle semble anodine pour certains usagers, pose de réels enjeux en matière de transparence, de responsabilité et de qualité de l'accueil.



Dans les hôpitaux, une confusion devenue banale

Pour de nombreux patients, la question de l'identité professionnelle de celui qui dispense les soins passe au second plan. Koffi, admis au CMS d'Adakpamé pour une forte fièvre, affirme suivre les instructions de tous les agents sans chercher à savoir qui est médecin ou infirmier. Selon lui, à l'hôpital, tous sont perçus comme des « docteurs », l'essentiel étant d'aller mieux.

Akossiwa partage un avis similaire. Elle explique reconnaître certaines professions par habitude, notamment

les sages-femmes ou les médecins, mais admet ne pas savoir distinguer clairement les infirmiers, les chirurgiens ou les stagiaires. Pour elle, tant que les soins sont efficaces, la fonction exacte de l'agent importe peu.

Même constat du côté de Gérard, qui accompagne régulièrement sa femme à l'hôpital. Il reconnaît ne pas connaître les différents métiers du secteur de la santé et ne pas faire attention à l'identité de la personne

qui reçoit sa femme en consultation. L'objectif reste la guérison, le reste relevant, selon lui, de la foi et de la confiance.

Ces témoignages traduisent une relation très passive du patient au système de soins. Une posture compréhensible dans un contexte de vulnérabilité, mais qui met en lumière un déficit de lisibilité dans l'organisation hospitalière.

Une réforme portée par les professionnels de santé

Face à cette situation, les professionnels de santé eux-mêmes ont plaidé pour une réforme. Le projet de dotation des agents hospitaliers en tenues professionnelles distinctives est désormais entré dans sa phase opérationnelle, selon le Dr Gilbert Tsolenyanu, secrétaire général du Syndicat national des praticiens hospitaliers du Togo (SYNPHOT).

Lors d'une intervention consacrée à l'amélioration de l'accueil dans les structures sanitaires, le responsable syndical a rappelé que l'un des objectifs majeurs de la réforme est de mettre fin à la confusion persistante dans les hôpitaux. « Nous avons demandé que chaque corporation soit clairement identifiée, avec une couleur bien distincte », a-t-il expliqué, soulignant que cette exigence

figure désormais dans les décisions officiellement prises.

Cette volonté de clarification est désormais consacrée par l'arrêté du 23 octobre 2024, qui encadre de manière formelle la tenue vestimentaire des agents hospitaliers, quel que soit le type de structure sanitaire.

Des uniformes disponibles, une mise en œuvre progressive

Sur le plan logistique, le projet a franchi une étape déterminante. L'arrêté ministériel stipule que les formations sanitaires sont tenues de fournir aux agents hospitaliers le kit vestimentaire nécessaire. Une disposition qui vise à éviter que le respect de la réglementation ne repose uniquement sur les moyens individuels des agents.

Selon le Dr Tsolenyanu, entre 21 000 et 22 000 tenues professionnelles sont déjà disponibles à l'usine de Datcha, sous la supervision des autorités. Le volume pourrait atteindre jusqu'à 40 000 tenues, confirmant la volonté politique de rendre la réforme effective sur le terrain. La lettre est prise et la mesure est désormais engagée, attestant de la disponibilité réelle des équipements.

Toutefois, le syndicaliste appelle à un déploiement méthodique afin d'éviter toute confusion ou amalgame. Des concertations sont en cours avec le ministère de la Santé pour définir les modalités pratiques de distribution et d'utilisation des tenues professionnelles. L'objectif est d'assurer une mise en œuvre cohérente, équitable et progressive.



Les CHU en première ligne

Dans cette phase initiale, les centres hospitaliers universitaires seront prioritaires. Le CHU Sylvanus Olympio devrait être le premier à bénéficier du dispositif, avant une extension progressive aux autres CHU, puis aux formations sanitaires régionales et périphériques. Ce choix stratégique vise à tester et ajuster le dispositif dans des structures de référence, avant son déploiement à l'échelle nationale.

Cette approche graduelle répond à une double exigence : garantir l'efficacité de la réforme et éviter des disparités dans son application entre les établissements publics, privés et confessionnels.

Identifier pour responsabiliser

Au-delà de l'aspect vestimentaire, la réforme poursuit un objectif plus large. Il s'agit de renforcer la transparence, la responsabilité et la qualité de l'accueil dans les structures sanitaires. Pour le SYNPHOT, il est essentiel que chaque patient puisse identifier clairement la fonction de son interlocuteur.

Savoir qui est médecin, infirmier, agent d'entretien ou stagiaire permet de mieux comprendre le parcours de soins et de situer les responsabilités en cas de manquement ou de mauvaise conduite. La tenue devient ainsi un outil de régulation, au service à la fois du patient et de l'institution. Cette clarification participe également à la lutte contre certaines pratiques informelles et les usurpations de rôle, qui fragilisent la confiance des usagers et nuisent à l'image du système de santé.

Un enjeu social et éthique

La réglementation de la tenue des agents hospitaliers s'inscrit aussi dans une dynamique de lutte contre les inégalités et les traitements différenciés au sein du système de santé. « Il faut aboutir pour de bon, pour qu'il n'y ait plus de deux poids, deux mesures », a insisté le Dr Tsolenyanu, évoquant la nécessité de clarifier les rôles et d'améliorer les relations entre patients et personnels.

Pour les agents de santé, cette réforme implique une responsabilité accrue. Le respect de la tenue réglementaire devient une obligation

professionnelle à part entière, au même titre que le respect des règles déontologiques. Pour les patients, elle ouvre la voie à une relation plus équilibrée, fondée sur la clarté et la confiance.

Vers un hôpital plus lisible à l'horizon 2026

Si, aujourd'hui encore, de nombreux Togolais estiment que « le reste importe peu » tant que la guérison est au rendez-vous, la réforme engagée invite à une évolution des mentalités. Elle rappelle que la qualité des soins ne se limite pas aux actes médicaux, mais englobe aussi l'organisation, l'accueil et la transparence.

L'entrée en vigueur effective de cette réglementation marquera une étape importante dans la structuration du système de santé togolais. Une réforme discrète en apparence, mais porteuse d'enjeux sociaux, professionnels et institutionnels majeurs. Dans les hôpitaux du pays, la tenue ne sera plus seulement un vêtement, mais un repère clair au service de tous.



NOTRE MISSION

Nous nous engageons à offrir à nos clients des solutions sur mesure, gage d'efficacité et rentabilité.

Grâce à notre flexibilité, nous les positionnons de manière optimale sur leur marché. En outre, notre vocation est de cultiver un leadership performant et innovant, insufflant ainsi une dynamique positive au sein de leur organisation.

NOS SERVICES



Gestion de Projets



**Sondages &
Etudes de marchés**



Trade Marketing



Diagnostic Organisationnel



Developpement d'Affaires



www.mandisafrica.pro
contact@mandisafrica.pro
+228 70775555



SANTÉ

Cancer des testicules : une maladie rare mais sérieuse chez les jeunes hommes



Chers lecteurs de Togo Émergent, dans le cadre de son engagement à informer et accompagner ses lecteurs, votre magazine lance, à l'occasion de cette nouvelle année, une rubrique consacrée aux thématiques de santé. Celle-ci abordera des enjeux essentiels qui concernent l'ensemble de la population, en proposant des informations fiables, des analyses éclairées et des conseils pratiques, dans un souci constant de pédagogie et de rigueur.

Pour ce premier numéro de la rubrique SANTÉ, nous faisons un découvrir une maladie méconnue du public : le cancer des testicules.

Le mois de novembre, connu sous le nom de Novembre Bleu, est consacré à la sensibilisation aux cancers masculins. Si le cancer de la prostate est souvent mis en avant, le cancer des testicules demeure peu connu, alors qu'il touche principalement les jeunes hommes âgés de 15 à 35 ans. Rare, ce cancer reste pourtant une réalité médicale qui nécessite information, vigilance et dépistage précoce.

Qu'est-ce que le cancer des testicules?

Le cancer des testicules est une tumeur maligne qui se développe à partir des cellules testiculaires. Contrairement à de nombreux cancers liés à l'âge avancé, celui-ci survient le plus souvent chez des sujets jeunes, parfois dès l'adolescence.

Les testicules qui sont deux organes situés dans les bourses, sous le pénis, sont positionnées en externe. Ce qui permet une palpation facile, rendant possible un dépistage précoce lorsqu'une anomalie apparaît.

Les facteurs de risque ?

Le principal facteur de risque est la cryptorchidie, appelée aussi testicule non descendu. Il s'agit d'une malformation congénitale dans laquelle un ou les deux testicules ne descendent pas dans les bourses après la naissance.

D'autres facteurs peuvent augmenter le risque :

- les atrophies testiculaires ;
- les antécédents familiaux de cancer des testicules ;
- certaines malformations congénitales des organes génitaux.

Ces facteurs sont dits non modifiables, d'où l'importance d'un suivi médical régulier chez les personnes concernées.

Quels signes doivent alerter ?

Au début, le cancer des testicules peut évoluer sans symptômes visibles. Chez les sujets à risque, un dépistage régulier est donc essentiel, à travers : L'examen clinique, l'échographie testiculaire, des examens biologiques spécifiques.

À un stade plus avancé, les signes suivants peuvent apparaître : Augmentation du volume de la bourse ; masse dure ou induration d'un testicule ; douleurs testiculaires ; amaigrissement inexpliqué.

Toute anomalie de la bourse doit amener à consulter rapidement.

Le cancer des testicules est-il mortel ? Détecté précocement, le cancer des testicules se soigne très bien, avec un excellent taux de survie. En revanche, lorsqu'il est diagnostiqué tardivement, il peut devenir grave et potentiellement mortel.

Quels traitements existent ?

Le traitement repose sur trois piliers :

- la chirurgie, qui consiste à retirer le testicule atteint ;
- la chimiothérapie ;
- la radiothérapie, selon le stade de la maladie.

Lorsque seul un testicule est retiré, l'autre peut assurer les fonctions hormonales et reproductives. Des prothèses testiculaires peuvent également être proposées pour des raisons esthétiques.

La phase Prévention

La prévention repose essentiellement sur le dépistage précoce, surtout chez les jeunes présentant des facteurs de risque. Pour les enfants nés avec une cryptorchidie, une correction chirurgicale précoce est recommandée afin de réduire le risque de cancer à l'âge adulte.

Le rôle des parents et du suivi médical

Dès la naissance, les professionnels de santé doivent vérifier la présence des deux testicules dans les bourses. Les parents doivent rester attentifs à toute anomalie des organes génitaux externes de l'enfant et consulter au moindre doute.

Un enfant présentant une anomalie congénitale doit bénéficier d'un suivi médical régulier, car le cancer peut apparaître plusieurs années plus tard, souvent à l'adolescence ou à l'âge adulte.

Message clé aux jeunes hommes

Le cancer des testicules touche principalement les jeunes de 15 à 35 ans. Connaître ses antécédents, surveiller son corps et consulter régulièrement sont des gestes simples mais essentiels. Le dépistage précoce reste la meilleure arme contre cette maladie.

NB : Ces informations sont fournies et expliquées par l'urologue de l'hôpital Dogta-Lafiè Dr LELUA Adolphe



SPORT

Football : tourner la page Daré et reconstruire l'avenir des Éperviers

Bonne année 2026 à vous, passionnés de sport, amoureux du ballon rond et fidèles lecteurs de TOGO ÉMERGENT. Que cette nouvelle année soit celle des victoires, des émotions fortes et, surtout, du retour du sourire sur les visages des supporters togolais. Car s'il y a bien un chantier qui doit avancer vite et bien en ce début d'année, c'est celui des Éperviers du Togo.

Le limogeage de Nibombé Daré a agi comme un coup de sifflet final. Une décision forte, lourde de sens, qui marque la fin d'un cycle plus que jamais en perte de vitesse. Sans tomber dans la facilité du procès individuel, le constat est implacable : résultats insuffisants, contenu de jeu pauvre, absence de projection claire vers l'avenir.

Le football de sélections ne pardonne plus l'improvisation. À ce niveau, l'émotion ne suffit pas,

le passé glorieux encore moins. Le Togo a trop souvent vécu dans le souvenir de 2006, comme un ancien champion qui regarde ses médailles jaunir au mur. Il est temps de vivre le présent pour préparer l'avenir.

Le retour des Éperviers au sommet ne se fera ni dans les discours, ni dans les annonces de circonstance. Il se jouera dans une stratégie claire, portée conjointement par la Fédération Togolaise de Football (FTF) et l'État togolais.



Premier impératif : une vision sportive assumée

La nomination du prochain sélectionneur ne doit pas être un compromis politique ou émotionnel. Il faut un profil moderne, capable d'imposer une identité de jeu, de travailler sur la durée et de faire émerger une nouvelle génération. Un technicien qui connaît le football africain actuel, mais surtout, qui comprendra les réalités togolaises.

Deuxième urgence : structurer, encore et toujours

Le mal du football togolais n'est pas seulement en équipe nationale. Il est en amont. Centres de formation fragiles, championnats locaux peu compétitifs, suivi des jeunes quasi inexistant. Sans une politique nationale de détection et de formation, les Éperviers continueront de voler à basse altitude.

Troisième levier : redonner une âme à la sélection

Une équipe nationale, ce n'est pas une liste de joueurs convoqués à la dernière minute. C'est un projet, une identité, une fierté. La FTF doit recréer un lien fort entre les Éperviers, le public et la diaspora. Le maillot jaune doit à nouveau faire vibrer, pas seulement remplir une obligation internationale.

Le Togo ne manque pas de joueurs. Des jeunes brillent en Europe, d'autres se battent dans les championnats africains. Mais le talent sans une organisation sophistiquée reste un feu de paille. Le défi est là. Il s'agit de transformer des individualités en une équipe compétitive, disciplinée, ambitieuse, affamée.

Cela passe par une meilleure planification des regroupements, une gestion professionnelle des carrières internationales, une communication

claire avec les joueurs et leurs clubs. Le limogeage de Nibombé Daré n'est ni une fin en soi, ni une victoire. C'est une opportunité. Celle de faire mieux. Celle d'oser. Celle de sortir enfin de la gestion à court terme. Les supporters togolais ne demandent pas des miracles. Ils demandent du sérieux, de la transparence, et une équipe qui se bat jusqu'à la dernière minute, même dans la défaite.

En ce premier numéro de l'année, TOGO ÉMERGENT formule le vœu que 2026 soit l'année où le football togolais cesse de subir et recommence à construire. Les Éperviers ont déjà prouvé qu'ils pouvaient toucher le ciel. Il est temps de leur redonner des ailes solides... et une direction claire.

Bonne année sportive à toutes et à tous. Le match pour la renaissance commence maintenant.



NOS SERVICES

Contenus promotionnels
(Article, Publi-reportage,
Interview exclusive, etc.)

Couverture journalistique

Publication de communiqués
de presse

Article / lien sponsorisé

Insertion publicitaire

Newsletter (Pub Mail)

Flotte-pub WhatsApp

Packages Spéciaux



+228 70 5115 41



Lomegraph

BON À SAVOIR

Bon à savoir : les couleurs associées à chaque mois de l'année

Les couleurs ne sont jamais neutres. En effet, bien au-delà de leur aspect esthétique, elles influencent nos émotions, nos comportements, notre mémoire et même notre perception du temps. Ainsi, dans de nombreuses cultures, elles ont toujours servi de repères pour comprendre le monde et structurer les cycles de la vie.

C'est pourquoi, depuis l'Antiquité, chaque mois de l'année s'est vu attribué une ou plusieurs couleurs symboliques.

Ces associations ne sont pas le fruit du hasard. Au contraire, elles trouvent leur origine dans l'observation de la nature, l'alternance des saisons, les croyances culturelles et les rythmes biologiques de l'être humain. Dès lors, connaître ces couleurs revient à mieux saisir l'énergie propre à chaque période de l'année, que ce soit dans la mode, la décoration, la communication ou simplement pour enrichir sa culture générale.



Janvier : le blanc et le bleu glacé

Pour commencer l'année, janvier s'impose comme le mois du renouveau. Le blanc, couleur de la page vierge, symbolise la clarté, la pureté et le recommencement. Après l'agitation des fêtes, il traduit un besoin de calme, de recentrage et de mise à zéro.

Dans cette continuité, le bleu glacé vient renforcer cette atmosphère de froideur maîtrisée. Il renvoie à la lucidité, à la réflexion et à la prise de recul. Janvier devient alors le mois des bilans, des résolutions et des décisions réfléchies, une période où l'on observe avant d'agir.

Février : le violet et le rose poudré

Ensuite, février se distingue par une ambiance plus intérieure. Le violet,

couleur de l'introspection et de la spiritualité, symbolise la transition. Historiquement associé à la sagesse et à la profondeur de l'âme, il correspond parfaitement à ce mois court mais dense, souvent perçu comme un passage entre deux phases.

Toutefois, cette atmosphère introspective est adoucie par le rose poudré. Associé à l'amour, à la tendresse et aux émotions sincères, il s'impose notamment à travers la Saint-Valentin. Subtil et feutré, ce rose traduit une sensibilité contenue. Ainsi, en février, les émotions prennent de l'importance, mais sans jamais perdre leur équilibre.

Mars : le vert clair

À partir de mars, un changement progressif s'opère. Le vert clair devient la couleur dominante, car il

incarne la renaissance, la croissance et l'espoir. La nature sort peu à peu de sa dormance et l'énergie commence à circuler de nouveau.

Cependant, ce vert reste encore discret. Il est tendre, fragile et prometteur. Il évoque des débuts, des initiatives mesurées mais déterminées. Par conséquent, mars est un mois favorable aux nouveaux projets, à condition de leur laisser le temps de s'enraciner.

Avril : le jaune et le vert vif

Avec avril, l'énergie s'intensifie. Le jaune, couleur du soleil et de la joie, symbolise l'optimisme et la spontanéité. Il marque le retour de la lumière, tout en rappelant le caractère parfois imprévisible de ce mois, comme le suggère l'expression populaire « en avril, ne te découvre pas d'un fil ».

Par ailleurs, le vert vif affirme une nature désormais bien réveillée. Plus franc que celui de mars, il traduit une vitalité assumée. Dès lors, avril apparaît comme un mois dynamique, parfois instable, mais toujours animé par un fort élan de vie. Il invite à oser, à sortir et à expérimenter.

Mai : le rose vif et le vert tendre

En revanche, mai s'installe dans une atmosphère plus équilibrée. Le rose vif symbolise l'amour, la beauté et l'expression des sentiments. Il évoque la floraison, les célébrations et une certaine légèreté propre à cette période.

De son côté, le vert tendre, plus doux que celui d'avril, traduit une croissance harmonieuse. Ainsi, en mai, tout semble trouver naturellement sa place. C'est un mois où l'énergie et la douceur cohabitent, offrant un équilibre subtil entre action et contemplation.

Juin : le jaune doré et le bleu ciel

Juin se pare de couleurs lumineuses. Le jaune doré rappelle les journées longues, la chaleur douce et l'abondance. Il est souvent associé à la confiance, à la réussite et à l'épanouissement personnel.

En complément, le bleu ciel apporte une sensation d'ouverture et de liberté. Par conséquent, juin est généralement perçu comme un mois fluide et social, propice aux échanges, aux rencontres et aux projets collectifs. L'ambiance devient plus légère et détendue.

Juillet : le rouge et l'orange

Sans surprise, juillet marque un pic d'intensité. Le rouge, couleur de la passion et de la vitalité, domine. Il traduit une énergie forte, parfois excessive, et des émotions souvent exacerbées.

Cependant, l'orange vient tempérer cette intensité. Plus chaleureux et convivial, il évoque la créativité, la joie de vivre et le partage. Ensemble, ces deux couleurs incarnent pleinement l'esprit de l'été à son apogée.

Août : le turquoise et le jaune soleil

Dans le prolongement de juillet, août invite davantage au lâcher-prise. Le turquoise, associé à la mer et au voyage, symbolise la déconnexion et l'évasion, aussi bien mentale que physique.

Par ailleurs, le jaune soleil accentue cette sensation de chaleur et de plaisir. Ainsi, août devient le mois où le temps semble ralentir, laissant place à l'instant présent et à la détente.

Septembre : le marron et le bleu profond

Puis vient septembre, marqué par un retour progressif à la structure. Le marron, couleur de la terre, symbolise l'ancrage, la stabilité et la maturité. Il rappelle également les récoltes et la fin de la période estivale.

En parallèle, le bleu profond évoque la concentration et la réflexion. Dès lors, septembre s'impose comme un mois de transition, propice à la réorganisation, à la planification et au recentrage.

Octobre : l'orange brûlé et le bordeaux

Avec octobre, les couleurs se font plus profondes. L'orange brûlé symbolise le changement et l'acceptation des cycles naturels.

Quant au bordeaux, il incarne la maturité émotionnelle et l'introspection. Ainsi, octobre invite à ralentir, à observer et à accompagner les transformations, qu'elles soient intérieures ou extérieures.

Novembre : le gris et le noir

Novembre s'inscrit dans une atmosphère plus feutrée. Le gris traduit la neutralité, la réflexion et la transition. Il marque une pause nécessaire avant la fin de l'année.

De son côté, le noir, souvent mal interprété, symbolise ici la profondeur, le silence et la préparation. Par conséquent, novembre devient un mois tourné vers l'intérieur, propice à l'analyse et à la compréhension de soi.

Décembre : le rouge profond et l'or

Enfin, décembre vient clore l'année avec intensité. Le rouge profond évoque la chaleur, la tradition et le partage. Il rassemble et crée un sentiment de réconfort.

L'or, symbole de lumière et de célébration, illumine ce mois festif. Dès lors, décembre apparaît comme un concentré d'émotions, de souvenirs et de transmission, où les couleurs prennent une dimension presque magique.

Il convient toutefois de rappeler que ces associations ne sont pas uniques. En effet, d'autres couleurs sont également attribuées aux mois de l'année dans des approches plus scientifiques et médicales.

Ainsi, au-delà de leur dimension culturelle et symbolique, les couleurs participent activement à notre état émotionnel et à notre rapport à la réalité. Ces différentes lectures ne s'opposent pas, mais se complètent, rappelant que la couleur est un langage universel, subtil et profondément humain, à la croisée du corps, de l'esprit et de l'expérience quotidienne.



Sigma
Corporation

NOS SERVICES

➤ Stratégie de marque

Développement d'identités de marques fortes, uniques, enracinées dans les valeurs africaines et adaptées à un mondial.

➤ Audiovisuel

Production de contenus de qualité adaptés aux spécificités locales et aux attentes internationales.

➤ Marketing Digital

Campagnes numériques innovantes, SEO, gestion des réseaux sociaux et marketing de contenus.

➤ Formation

Campagnes numériques innovantes, SEO, gestion des réseaux sociaux et marketing de

➤ Publicité et Médias

Création et diffusion de publicités impactantes, relations publiques et communication stratégique.

➤ Évènement et activation de marque

Production de contenus de qualité adaptés aux spécificités locales et aux attentes internationales.



   [sigmacorporafric](https://www.sigmacorporation.pro)
 www.sigmacorporation.pro

 **+228 9692 6060**

TECH

Togo et GAFAM : La révolution fiscale numérique en marche

Le Togo lance une taxation inédite des GAFAM pour capter les revenus du numérique. Découvrez cette réforme fiscale qui transforme l'économie digitale africaine et renforce la justice fiscale face aux géants de la tech.

Alors que Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft engrangent des milliards de dollars de revenus en Afrique sans pratiquement payer d'impôts locaux, le Togo vient de franchir un cap décisif en janvier 2026 : l'administration fiscale togolaise a annoncé son intention de taxer ces géants du numérique, rejoignant ainsi une dynamique africaine de reconquête de souveraineté fiscale.

L'économie numérique africaine explose. Chaque jour, des millions d'utilisateurs togolais consomment des services des GAFAM sans que l'État ne capture la valeur créée. Cette situation injuste touche à sa fin. Le Togo s'apprête à appliquer une

TVA sur les services numériques, emboitant le pas au Sénégal (TVA 18% depuis 2024) et au Kenya (TVA 16% depuis 2020).

Une réforme stratégique pour trois raisons

Justice fiscale : Les PME togolaises paient intégralement la TVA tandis que les multinationales l'esquivent. Cette asymétrie crée une concurrence déloyale intolérable.

Mobilisation de ressources : L'Office Togolais des Recettes (OTR) vise 1208,3 milliards FCFA en 2025. La TVA numérique représente un potentiel significatif : le Sénégal a collecté 1,7 million de dollars en quelques mois.

Souveraineté économique : Réaffirmer le contrôle de l'État sur la valeur créée localement dans un contexte où l'Afrique dépend à 84% du reste du monde.

Défis et opportunités

Le Togo fait face à des obstacles techniques : identifier les revenus locaux, contraindre à la collecte sans présence physique. Mais l'expérience sénégalaise montre que c'est réalisable. Google s'y est conforme en juin 2025.

Parallèlement, la loi de finances 2026 introduit la facture électronique certifiée pour améliorer la traçabilité. Cette modernisation s'inscrit dans la stratégie «Togo Digital 2025-2030» visant à faire du pays un hub numérique régional.

Cette taxation des GAFAM marque un tournant décisif : le Togo refuse de subir la révolution numérique et choisit d'en être acteur. Au-delà des revenus immédiats, l'enjeu est de financer le développement tout en posant les bases d'une souveraineté numérique africaine durable.





QUI SOMMES-NOUS ?

Data 7 est une agence spécialisée dans les domaines des données, du développement web et mobile, qui s'engage à accompagner ses clients dans leur transformation numérique. Nous offrons des solutions sur mesure et innovantes pour relever les défis du Big Data, de l'intelligence artificielle et du développement d'applications web et mobiles.

NOS SERVICES

Analyse et traitement de données :

Data 7 vous aide à exploiter tout le potentiel de vos données, en les transformant en informations précieuses pour la prise de décision stratégique.

Intelligence Artificielle (IA) et Machine learning :

Nos experts en IA et Machine learning conçoivent et déploient des modèles prédictifs pour optimiser vos processus métier, anticiper les tendances et améliorer l'expérience utilisateur.

Développement Web :

Nous créons des sites web modernes, fonctionnels et responsive qui s'adaptent à tous les types d'écrans, mettant en avant votre marque et valorisant vos services auprès de vos clients.

Maintenance et support technique :

Data 7 assure un support continu pour garantir la performance, la sécurité et l'évolutivité de vos solutions numériques, tout en restant à l'écoute de vos besoins et de vos évolutions.

Développement d'applications mobiles :

Data 7 conçoit et développe des applications mobiles innovantes et conviviales pour iOS et Android, vous permettant de toucher un public plus large et d'offrir une expérience utilisateur exceptionnelle.

Cloud computing et hébergement :

Nous proposons des solutions d'hébergement fiables, sécurisées et évolutives pour vos applications web et mobiles, ainsi que des services d'intégration et de gestion du cloud.

Conseil et stratégie numérique :

Nos consultants vous accompagnent dans l'élaboration de stratégies numériques adaptées à votre secteur et à vos objectifs, en identifiant les opportunités de croissance et en mettant en place des plans d'action efficaces.

contacts :

+228 92 15 24 39

data7afrique@gmail.com

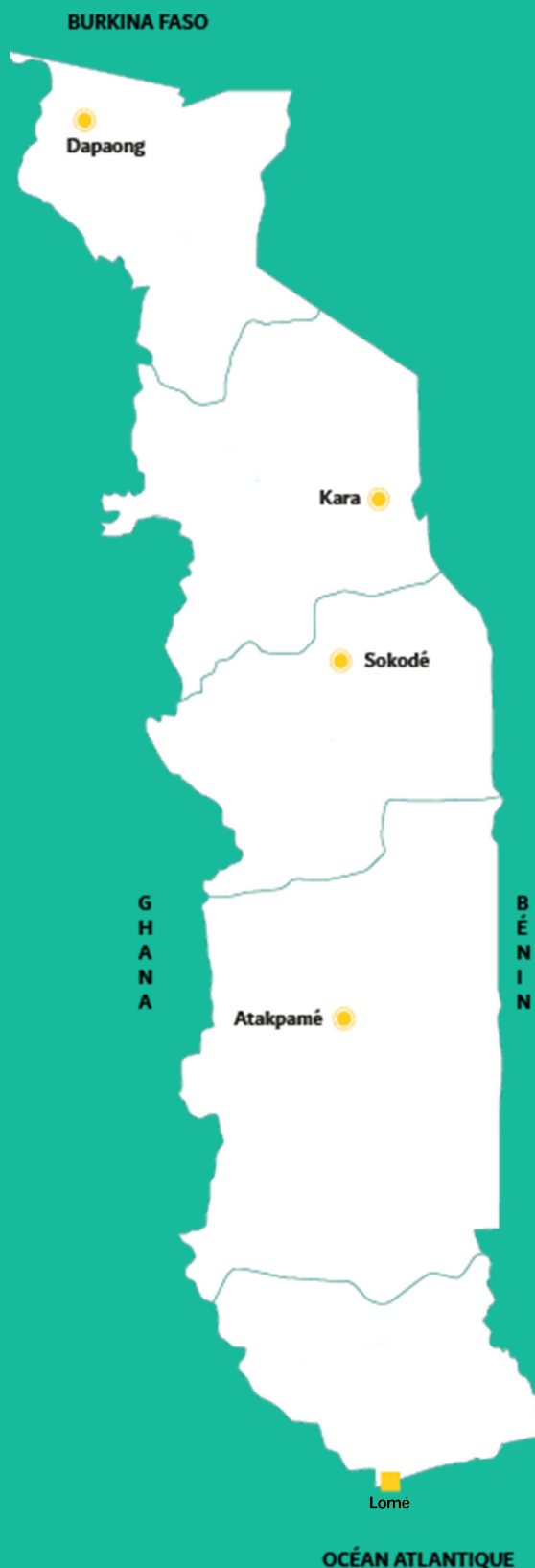


IMMERSION

Voyage au cœur des ethnies et des récits fondateurs

Pour cette première immersion de l'année 2026 dans les méandres de la culture togolaise, nous partons à la découverte des peuples du Togo. Du sud au nord, du littoral atlantique aux Savanes, en passant par les forêts des Plateaux et les montagnes de la Kara, le pays révèle une grande diversité humaine. Sur un territoire de 56 600 km² vivent plus de quarante ethnies, chacune avec son histoire, ses croyances et ses traditions.

Ici, l'histoire ne se résume pas à des dates ou à des archives. Elle se raconte à voix haute, se transmet par la parole des anciens, s'exprime dans les rites, les symboles et les gestes du quotidien. Chaque région, chaque peuple, raconte à sa manière une part de l'âme togolaise. C'est ce voyage, entre mémoire, identité et héritage culturel, que nous vous proposons.



Région Maritime : là où tout commence par une migration

Notre parcours débute au sud du pays, dans la région Maritime. Ici vivent principalement les Éwé, les Mina et les Adja. Parmi eux, les Éwé occupent une place centrale dans l'histoire culturelle du Togo. Leur récit fondateur renvoie à Notsè, une cité devenue symbole à la fois de pouvoir et d'oppression.

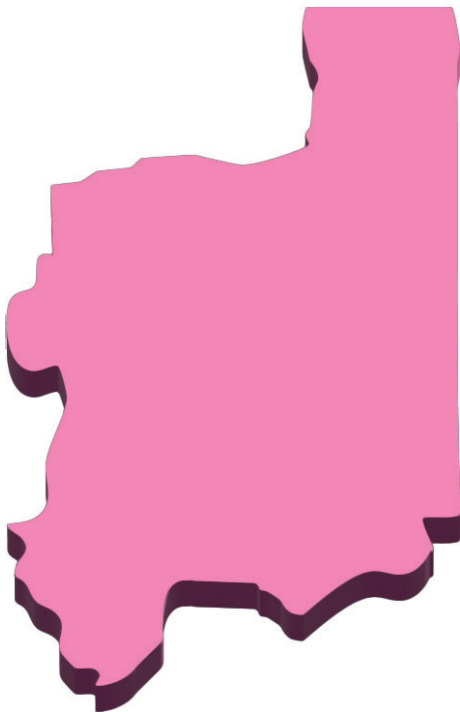
Selon la tradition orale, les Éwé auraient quitté Notsè pour fuir la tyrannie du roi Agokoli. Cette fuite, marquée par la ruse, la solidarité et la souffrance, reste profondément ancrée dans la mémoire collective. Elle a façonné une culture où la liberté, la cohésion du groupe et l'entraide sont des valeurs essentielles.

Chez les Éwé, le monde visible et le monde invisible se côtoient en permanence. Les religions traditionnelles, souvent regroupées sous le terme de vodun, structurent la vie sociale. Les divinités, les couvents, les rites et les cérémonies accompagnent les grandes étapes de l'existence. La parole y est précieuse : proverbes, récits symboliques et enseignements oraux servent à transmettre le savoir, mais aussi à réguler la vie communautaire.

À quelques kilomètres de là, les Mina, peuple du littoral, racontent une autre histoire. La leur est tournée vers la mer, le commerce et le contact avec l'extérieur. Depuis des siècles, le littoral est un espace d'échanges, de rencontres et de métissages. Cette ouverture ancienne se reflète encore aujourd'hui dans leur langue, leurs pratiques culturelles et certaines traditions festives, où se mêlent héritage africain et influences venues d'ailleurs.



Région des Plateaux : la terre comme mémoire vivante



En remontant vers le centre-sud du pays, le paysage change. Les collines verdoyantes et les forêts denses des Plateaux abritent des peuples dont l'identité est intimement liée à la terre. Les Akposso et les Akébou y vivent depuis des générations, dans un environnement qui a profondément façonné leur rapport au monde.

Ici, la nature n'est pas seulement un moyen de subsistance. Elle est sacrée. Les forêts, les collines et certains espaces sont habités par les ancêtres et protégés par des interdits transmis avec rigueur. Les récits d'origine évoquent parfois de longues migrations, mais ce sont surtout les liens avec la terre qui structurent la mémoire collective.

Les cycles agricoles rythment la vie sociale et donnent lieu à des rites précis, destinés à assurer la fertilité des sols et à maintenir l'équilibre entre les vivants et les forces invisibles. La tradition orale occupe une place centrale. Lors des cérémonies et des rencontres communautaires, les anciens racontent l'histoire du peuple, rappellent les valeurs fondamentales et mettent en garde contre les erreurs du passé. Oublier ces récits, ici, reviendrait à rompre le lien avec les ancêtres.

Région Centrale : carrefour des routes et des croyances

Plus au nord, la région Centrale apparaît comme un espace de passage entre le sud et le nord du pays. Les Tem, aussi appelés Kotokoli, s'y sont imposés comme des commerçants et des médiateurs. Cette position stratégique a durablement marqué leur organisation sociale et culturelle.

Très tôt, l'islam s'est implanté dans la région, influençant les pratiques religieuses, la vie familiale et les relations sociales. Cependant, cette présence religieuse n'a pas effacé les croyances plus anciennes. Dans de nombreuses localités, rites traditionnels et pratiques islamiques coexistent, illustrant une capacité d'adaptation et de compromis profondément ancrée.

Dans cette société, la parole donnée a une valeur particulière. L'honneur d'un individu ou d'une famille repose souvent sur le respect des engagements verbaux, héritage d'une longue tradition de commerce, de négociation et de confiance mutuelle.



Région de la Kara : montagnes, rites et récits venus d'en haut

Notre voyage nous conduit ensuite dans la région de la Kara, dominée par les reliefs montagneux. Les Kabyè y vivent principalement sur des terres difficiles, où l'agriculture demande endurance et discipline. Cette contrainte géographique a façonné l'image d'un peuple travailleur, résilient et profondément attaché à la terre.

Certains récits oraux évoquent une origine symbolique, parlant d'ancêtres descendus du ciel pour s'installer sur ces montagnes. Plus qu'une explication historique, ces récits traduisent l'ancienneté de leur implantation et le lien sacré qui unit les Kabyè à leur environnement. La société kabyè est structurée autour de rites initiatiques majeurs, dont la célèbre lutte Evala. Bien plus qu'une compétition sportive, elle marque le passage du jeune garçon à l'âge adulte et la transmission des valeurs de courage, d'endurance et de respect des ancêtres.

Dans cette même région vivent les Nawdba, souvent appelés Losso, un nom hérité de classifications coloniales. Leur tradition orale raconte une origine céleste, avec des ancêtres descendus dans des forêts sacrées, porteurs de savoirs et de techniques. Dans l'imaginaire populaire togolais, les Losso sont parfois associés à la sorcellerie ou aux forces mystiques. Une perception qui contraste avec la réalité d'une société fortement organisée autour de la protection du clan et du respect strict des ancêtres.

Les Lamba, également présents dans la région, partagent une forte spiritualité traditionnelle et une vie communautaire centrée sur l'agriculture et les rites collectifs, visant à préserver l'équilibre entre l'homme et son environnement.



Région des Savanes : vivre, résister et transmettre

À l'extrême nord du pays, les savanes racontent une autre histoire. Ici, les peuples comme les Moba, les Gourma et les Tchokossi ont dû composer avec un environnement rude, marqué par la sécheresse et des conflits anciens. Les sociétés se sont organisées autour de la solidarité clanique et de la défense du territoire.

Chez les Moba, l'histoire est celle d'une résistance permanente, face aux contraintes naturelles comme aux menaces extérieures. Le courage et l'endurance sont transmis dès l'enfance. Les Gourma, quant à eux, accordent une place centrale aux rites communautaires, aux masques et aux cérémonies, essentiels à la cohésion sociale. Les Tchokossi se distinguent par une organisation influencée à la fois par la royauté traditionnelle et l'islam, illustrant la diversité des héritages culturels du nord togolais.



Une diversité au cœur de l'identité togolaise

À l'extrême nord du pays, les savanes racontent une autre histoire. Les ethnies togolaises ne sont pas figées. Elles se rencontrent, se mélangent et évoluent au fil du temps. Leurs récits d'origine, parfois mythiques, parfois historiques, ne cherchent pas tant à établir une vérité unique qu'à donner du sens à l'existence collective.

Ensemble, elles forment une mosaïque culturelle où chaque peuple et chaque région apportent une pièce essentielle à l'identité nationale. Comprendre les ethnies du Togo, c'est comprendre le pays lui-même : un espace où l'histoire continue de se raconter à voix haute, et où la diversité demeure l'un des fondements du vivre-ensemble.



nw^{TV}
NEW WORLD

JACOB'S CROSS
JJC

SUR

AFRO NOVELAS

À 15H50 DU LUNDI
AU VENDREDI

nw^{TV}
NEW WORLD

NOW YOU ARE
WATCHING !!!



**CETTE ANNÉE, ON
S'ABONNE
TOUS À
NEW WORLD TV**



(00228) 9223 6262 | 9924 6669

NUMERO VERT
APPEL GRATUIT

8303